

Unité départementale de la Vendée  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02.72.74.78.20  
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.24.368  
Réf. Préf. : Dossier n°90-0006  
n°AIOT/GUN : 0006300834

La Roche sur Yon, le 08 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 13/09/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES MOUSSET SA**

Les Lombardières  
85140 STE FLORENCE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement CARRIERES MOUSSET SA implanté au lieu-dit Les Lombardières STE FLORENCE (85140). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MOUSSET SA
- Les Lombardières 85140 STE FLORENCE
- Code AIOT : 0006300834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 pour 30 ans dont les prescriptions ont été complétées par APC n°21-DRACTAJ-1-599 du 29 octobre 2021. La superficie totale autorisée de la carrière est d'environ 84 ha pour un tonnage maximum autorisé de 2 000 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif après pompage des eaux d'exhaure. Les installations de traitement présentes sur site ont une puissance totale de 3 030 kW.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air (poussières)

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actions en faveur de la limitation des émissions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Sans objet
2	Retombées de poussières (suivi)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède au suivi des retombées de poussières dans les conditions prévues par la réglementation. Les résultats des mesures réalisées ne dépassent pas les 500 mg/m<sup>2</sup>/jour mentionnés dans la réglementation.

L'exploitant a mis en place des mesures permettant de confiner les poussières sur ses installations de traitement. La vigilance sur les émissions de poussières en provenance des installations et l'entretien des mesures de confinement doivent être maintenues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Actions en faveur de la limitation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible. La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs. En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors des visites précédentes 05/07/2022 puis 05/09/2023 des échanges ont été réalisés avec l'exploitant pour la limitation des émissions de poussières en provenance des installations. L'exploitant a mené plusieurs audits lui permettant de mieux appréhender la dispersion des poussières aux seins des installations et les lieux préférentiels de dispersion vers l'extérieur des

installations.

L'exploitant a été en mesure de présenter la liste des points regardés lors des rondes régulières. Les actions correctives suite à des constats de défaillance y sont tracées.

L'exploitant respecte ces prescriptions.

*L'exploitant a transmis les résultats des campagnes de mesures de retombées de poussières dans l'environnement (cf point de contrôle suivant).*

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

Maintenir une vigilance sur les émissions en provenance des installations (entretien des bardages, fermetures des portes, ...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 2 : Retombées de poussières (suivi)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

**Constats :**

Les mesures sont réalisées dans les conditions de la norme susmentionnée et porte sur l'ensemble des fractions solubles et insolubles.

Les résultats de mesures sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 1. Concentration de poussière calculée (en mg/m<sup>2</sup>/j)

Identification des jauges	Type de jauge	Concentration calculée en Décembre 2023 (mg/m <sup>2</sup> /j)	Concentration calculée en Mai 2023 (mg/m <sup>2</sup> /j)	Moyenne glissante (mg/m <sup>2</sup> /j)	Conformité à l'arrêté
Aval – Champ dir. Sainte Florence (1)	(b) premiers habitant sous les vents dominants	43,7	73,7	58	Oui
Aval - Entreprise Juliot (3)	(b) premiers habitant sous les vents dominants	11,7	96,6	54	Oui
Aval – Limite de site dir. Les Lombardières (8)	(c) limite de site	9,8	105,8	57	
Amont – Bassin de décantation (10)	(a) Station témoin	X*	255,0		

\* La jauge n°10 a été retrouvé renversé lors de la campagne de décembre 2023.

Tableau 1. campagne de nov-dec 2023

Tableau 2. Concentration de poussière calculée (en mg/m<sup>2</sup>/j)

Identification des jauges	Type de jauge	Concentration calculée en Décembre 2023 (mg/m <sup>2</sup> /j)	Concentration calculée en Mai 2024 (mg/m <sup>2</sup> /j)	Moyenne glissante (mg/m <sup>2</sup> /j)	Conformité à l'arrêté
Aval – Champ dir. Sainte Florence (1)	(b) premiers habitant sous les vents dominants	43,7	81,9	62,8	Oui
Aval – Entreprise Juliot (3)	(b) premiers habitant sous les vents dominants	11,7	84,9	48,3	Oui
Aval – Limite de site dir. Les Lombardières (8)	(c) limite de site	9,8	47,6	28,7	
Amont – Bassin de décantation (10)	(a) Station témoin	X*	X**	-	

\* La jauge n°10 a été retrouvé renversé lors de la campagne de décembre 2023.

\*\* Le bidon de la jauge n°10 a été retrouvé cassé lors de la campagne de Mai 2024

Tableau 2. Campagne de mai 2024

Les mesures sont réalisées selon la norme susmentionnée. Elles portent sur l'ensemble des fractions solubles et insolubles et sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'ensemble des moyennes glissantes sont inférieures à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'exploitant respecte ces prescriptions.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--